



www.afrology.com

TOGO : L'UNION EUROPEENNE DEFEND LA CONTRE-VERITE DES URNES ET DES COMPTES

Radio Kanal K - Suisse - Emission "Fenêtre sur l'Afrique"

Journaliste : Sylvain Amos avec l'intervention d'un confrère basé en Allemagne : Romain Koudjodji

Email : fenetre.afrique@gmail.com

Samedi 5 juin 2010, 20-21h.

Partenaires: Togocity.com et icilome.com

Interview: Dr Yves Ekoué Amaïzo,

Coordonnateur provisoire international du Collectif pour la Vérité des urnes

Directeur du Groupe de réflexion, d'action et de réflexion "Afrology"

Email: info@cvu-togo-international.org

Site Internet: www.cvu-togo-international.org, www.cvu-togo.org et www.afrology.com

1. SA: Togo : Le Collectif pour la Vérité des urnes met en cause l'authenticité des bulletins de vote dans sa réponse au rapport final de la mission d'observation des élections de l'Union européenne. Est-ce que vous ne semez pas la confusion alors que la Cour constitutionnelle a crédité Faure Gnassingbé d'une victoire à partir de plus de 60 % des voix ?

YEA: Ce n'est pas le CVU qui met en cause l'authenticité des bulletins de vote mais bien la mission d'observation de l'Union européenne (MOE-UE). Pire, leur responsable a déclaré sur les ondes de Radio France Internationale juste après la publication des résultats provisoires qu'il était incapable de procéder à des vérifications entre les souches et les bulletins de vote dans la grande majorité des lieux dédiés au vote. Par ailleurs, la mission de l'UE n'a visité que 11 % des bureaux de vote et donc ne fait que des "extrapolations subjectives" sur l'ensemble du territoire. Quant aux observateurs de la CEDEAO et de l'Union africaine qui n'ont visité en tout et pour tout chacun qu'entre 1 % et 2 % des bureaux de vote, ils arrivent à faire des déclarations sans preuves sur lesquelles s'aligne l'Union européenne. La charge de la preuve n'incombe donc pas aux associations ou mouvements de la société civile mais bien aux observateurs indépendants. Le mouvement citoyen CVU ne peut se faire complice d'observateurs qui n'ont rien vu et se contentent de laisser les responsables politiques de l'Union européenne annoncer la continuation du Statu quo politique en prenant soin de laisser le Gouvernement, l'UA et la CEDEAO prendre la responsabilité de l'annonce et donc du mensonge sur la vérité des urnes. L'Union européenne a donc avalisé, après l'UA et la CEDEAO, la confusion électorale au Togo et a ainsi inauguré la République de la Contre-vérité des Urnes au Togo.

2. SA: Togo : Comment jugez-vous le rapport final de l'Union européenne ? Que pensez-vous de la position politique de l'Union européenne ?

Il faut distinguer entre les Observateurs en mission qui émettent des avis non liés aux responsables de l'Union européenne et les autorités de l'Union européenne, elles-mêmes. En réalité, l'Union européenne, n'étant pas en mesure de procéder à la vérification des travaux de ses propres observateurs, peut et a choisi de donner une réponse politique à la situation du Togo. Ainsi, il serait plus utile que l'Union européenne n'envoie plus de mission électorale au Togo pour organiser une confusion électorale et confirmer les statu quo politiques qui semblent correspondre au type de responsables avec lesquels l'Union européenne veut traiter. En réalité, tout ceci rentre dans le cadre de la préférence des pays occidentaux et de l'Union européenne de systématiquement choisir des sous-traitants pour gérer les pays africains afin d'y préserver leurs intérêts et surtout le soutien de responsables africains pour mettre en priorité les intérêts occidentaux avant ceux des populations togolaises.

Comment est-ce que les responsables des observateurs de l'Union européenne énumèrent un nombre important d'irrégularités flagrantes et de dysfonctionnements graves dans l'organisation du scrutin, tout en désignant leurs auteurs et en qualifiant la responsabilité de ceux qui avaient la charge d'organiser le scrutin et ne concluent pas logiquement à l'invalidation du scrutin ? Mais le Collectif pour la Vérité des Urnes ainsi que l'ensemble des associations et mouvements de la Diaspora arrivent à la même conclusion qu'il n'y a pas de Président au Togo.

Les 16 millions d'Euros distribués à une cinquantaine de villages togolais auraient certainement permis d'améliorer le bien-être des populations au lieu de renforcer un système fondé sur l'arbitraire et surtout l'abus du pouvoir et du droit. La séparation des pouvoirs entre le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif ne fonctionne pas au Togo et donc les décisions de la Cour Constitutionnelle n'engagent que ceux qui veulent bien les considérer comme un sous-ensemble de la justice. Il s'agit plus d'un sous-ensemble d'un système de clientélisme qui crée de nombreuses injustices et beaucoup de pauvreté.

La MOE-UE se garde bien d'exiger des autorités togolaises qu'elles réorganisent une élection véritablement libre et transparente car personne n'exclut aussi l'achat du silence et des consciences. C'est cette politique que le pouvoir a choisi de mener contre les partis politiques de l'alternance en infiltrant les partis ou en décidant unilatéralement et avec des arguments fallacieux et des vices de procédure et de formes de fermer le parti OBUTS de Agbéyomé Kodjo. Paradoxalement, cela devrait accélérer une meilleure coopération entre les responsables des partis de l'alternance. La marche de samedi d'aujourd'hui a prouvé que le Tribunal de grande instance du Lomé ne peut interdire au Togolais scander le nom d'OBUTS sous peine d'une amende. Il y a donc certainement une vraie panique au niveau du Pouvoir non légitime.

Enfin, on se demande à qui s'adressent les recommandations des observateurs de l'UE, car il est maintenant prouvé que les cinq pages de recommandations de l'UE relèvent d'une forme d'amnésie car lorsque ces recommandations ne sont pas suivies, rien ne se passe.

Il résulte donc de ces considérations, une situation de confusion électorale notoire.

La confusion électorale, à laquelle s'est associée l'UE, a conduit non seulement à faciliter la dérive du pays vers des affrontements, mais risque de conduire à une situation insurrectionnelle. L'Union Européenne doit assurément apprendre à mieux écouter les recommandations de ses



observateurs électoraux, avant de publier des conclusions définitives non conformes à leurs recommandations.

RK: Dans le rapport rendu par la mission des observateurs au Togo lors de l'élection du 5 Mars M. José Manuel Garcia a relevé des cas de votants dont l'appartenance indiquait manifestement qu'ils étaient des mineurs : Qu'en pensez vous ?

YEA. Si la mission d'observation relève des nombres irrégularités graves notamment des mineurs, ce qui fausse donc fondamentalement les résultats, et n'en tire pas les conséquences, c'est la qualité, voire l'éthique de certains membres de la mission d'observateurs qui est mise en cause. Mais, il faut faire attention de ne pas mélanger la position de la mission d'observation qui travaille pour l'Union européenne mais n'engage pas la position officielle de l'UE.

RK : Selon toujours M. José Manuel les quelques anomalies ne sont pas de nature à entacher la régularité du scrutin : que dites-vous au CVU ?

Le CVU a largement déjà condamné cette forfaiture. Mais il faut que tous le Peuple togolais sache et prenne conscience que le Togo n'a pas de Président depuis le 4 mars 2010, date où les résultats de la vérité des urnes ont été omises.

RK : Quelles chances ont réellement les recommandations du CVU pour faire l'objet d'application au cours de futures élections au Togo ?

Il ne faut pas parler de chance mais de lutte pour la refondation démocratique du Togo telle que le Peuple togolais le souhaite. Le Peuple togolais a toujours voulu que les hommes et femmes politiques de l'alternance travaillent ensemble mais malheureusement, l'égo de principaux responsables de l'opposition n'a pas encore permis d'arriver à ce résultat. Le CVU se propose, sur une base démocratique de mettre à la disposition du Peuple togolais, ses expertises et son intelligence collective pour permettre à chacun, tôt ou tard, de pouvoir manger, se soigner, se vêtir, dormir, profiter de ses droit civiques et politiques et se distraire. Pour ce faire, il faut donc absolument identifier la médiocrité, l'incompétence, l'abus du droit et l'arbitraire comme des formes de gouvernance du passé. C'est en cela que le CVU demande à tous les Togolais et Togolaises de soutenir toutes initiatives qui peuvent conduire à retrouver les repères communs au Peuple togolais et favoriser l'avènement d'une refondation démocratique fondée sur la vérité des urnes et des comptes. Pour ce faire, il y a besoin de toutes les bonnes volontés et de l'appui de Dieu lui-même.

J'invite les Togolais et Togolaises à prendre connaissance de notre motion de soutien et continuer à nous encourager en signant cette motion de soutien sur les sites cvu-togo-diaspora.org et cvu-togo.org

Je vous remercie.